

## Europe, la mobilisation en marche

En 2008, conscients des difficultés rencontrées par le Forum social européen (FSE), des syndicats nationaux, la CES, des associations, des ONG et des mouvements féministes ont pris la décision de créer un réseau européen d'organisations, la Joint social conférence (JSC). Son fonctionnement visait à un élargissement permanent à de nouvelles organisations, mais en conservant la cohérence du réseau et sa capacité à prendre des décisions et à les mettre en œuvre.

En mars 2012, afin de trouver une nouvelle impulsion et de répondre à l'urgence de la crise européenne et internationale, la JSC a donné naissance à un réseau plus large, le réseau Altersummit. L'objectif est de participer à la construction d'un rapport de forces en Europe pour s'opposer aux orientations actuelles de l'UE et en vue de réorienter celle-ci vers la démocratie, le social et l'écologie. La principale « valeur ajoutée » de l'Alter Summit tient dans la capacité recherchée de peser effectivement et ensemble sur le cours politique de l'UE ; de là, une volonté de se concentrer sur un nombre réduit de priorités politiques très urgentes et réellement communes.

Du 8 au 11 novembre dernier a eu lieu à Florence une rencontre dénommée Florence 10 + 10. Dix ans après le premier FSE, il s'agissait de se mobiliser en regardant vers les prochaines années et en particulier vers le premier semestre 2013. Ce fut l'occasion du lancement de la démarche du réseau Altersummit et de la mise sur l'agenda d'une série d'actions. Deux d'entre elles, directement portées par l'Altersummit, doivent plus particulièrement faire l'objet de notre attention et de la mobilisation de la FSU.

Tout d'abord une journée de mobilisation décentralisée, partout en Europe, avec toutefois un lieu plus central, Bruxelles, à l'occasion du Sommet de printemps des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne. La date en serait le 16 mars 2013. La réussite de cet événement dépendra fortement de la mobilisation effective ce jour là de la CES et des syndicats. Elle dépendra aussi du niveau de mise en place, de développement et de dynamisme des coordinations Altersummit locales et régionales.

Ensuite, du 7 au 9 juin se tiendra une rencontre européenne, très probablement à Athènes. Le nom, qui n'est pas arrêté, pourrait être *Sommet des peuples et des alternatives*. Il s'agira d'exprimer la solidarité et d'échanger avec le mouvement social grec, dont la force et l'inventivité doivent nourrir et dynamiser l'ensemble des mouvements européens. Il s'agira aussi d'un acte politique vers les populations européennes, afin de rendre visible une autre conception de l'Europe portée par un mouvement européen de plus en plus uni et puissant.

Cette rencontre a le soutien des deux principaux syndicats grecs public et privé, avec également une participation de mouvements féministes, écologistes; cela permet le soutien de la CES. Cela est évidemment positif mais il reste beaucoup à construire pour faire de l'Alter Summit de juin un vrai événement politique. D'où l'importance que les acteurs dans leur diversité qui luttent en Europe se saisissent de cette initiative et soient inclus. Il faut trouver les moyens d'associer des réseaux, organisations, thématiques qui pourront s'exprimer à Athènes (réseaux eau, migrations, démocratie réelle..).

D'ici là, la volonté des organisations membres de l'Alter Summit est de faire émerger quelques revendications phares communes (3 ou 4 maxi) qui soient concrètes, en capacité de mobiliser dans l'ensemble de l'Europe, répondent à l'urgence des pays les plus frappés par la crise, et dont on pense que la conquête est possible sur le moyen/court terme. La volonté est donc de s'accorder sur des

*FSU - Lettre Altersummit n°1*

priorités politiques. A ce jour, les réflexions s'orientent vers une présentation des revendications selon quatre thématiques : dette ; austérité/transition écologique ; droits sociaux et revenus ; banques.

Avec une grève interprofessionnelle largement suivie dans plusieurs pays simultanément (Portugal, Espagne, Grèce...), accompagnée, à l'appel de la CES, de manifestations, de grèves sectorielles, etc., dans la plupart des pays européens, la mobilisation du 14 novembre est inédite. Elle marque une étape dans la construction d'un mouvement social européen.

La démarche Altersummit offre un cadre qu'il nous faut investir, du niveau local au niveau européen. En France une coordination nationale Altersummit existe. Partout, dans toutes les régions et toutes les villes, sans attendre des coordinations peuvent se mettre en place. Par exemple en partant de Collectif pour un audit citoyen de la dette public. Vu l'enjeu de cette démarche pour la défense des services publics, des métiers, des conditions de travail et de vie, la FSU et ses militants ont une contribution particulière à apporter.

Des compléments et des actualisations vous seront communiqués dans la lettre Altersummit n°2, prévue avant le 20 décembre.